





d'échange exposé ci-dessous au point B.3 et des éventuelles mesures visant à assurer une prise de contrôle absolue par Atel Holding de sa filiale opérationnelle, Atel, les participations visées par les Membres du Consortium entre eux ne seront pas atteintes. Pour atteindre les rapports de participation visés dans le graphique ci-dessus, la Convention de Consortium prévoit un transfert d'actions sans contrepartie entre les Membres du Consortium, à titre de mécanisme de réajustement, ainsi que, selon les circonstances, une réduction de capital d'Atel ou d'Atel Holding.

### (3) Décote des actions d'Atel

Atel Holding a l'intention de faire décoter les titres d'Atel de la SWX Swiss Exchange après l'exécution de l'Offre.

### (4) Réorganisation du groupe Atel existant

Une partie de la restructuration du groupe Atel prévue dans la Convention de Consortium a déjà été réalisée au moment de cette Offre. A l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire d'Atel Holding (anciennement MC) du 7 novembre 2007, les statuts de MC ont été adaptés aux statuts d'Atel dans le cadre d'une révision générale des statuts (sous réserve du maintien de la clause d'opting-out qui existait dans les statuts de MC). Les principales modifications des statuts sont les suivantes: la société Motor-Columbus SA a été transformée en Atel Holding SA, le nouveau siège d'Atel Holding (anciennement MC) se trouve à Olten, dans le canton de Soleure, au lieu de Baden, dans le canton d'Argovie, les anciennes actions au porteur ont été converties en actions nominatives, avec une modification simultanée de la division du capital-actions, les anciennes actions d'une valeur nominale de 500 CHF étant converties en actions de 20 CHF («split d'actions»), et le Conseil d'Etat du canton de Soleure a le droit de désigner un représentant au conseil d'administration d'Atel Holding. Dans la lignée de l'adaptation des statuts d'Atel Holding aux statuts d'Atel (sous réserve du maintien de la clause d'opting-out qui existait dans les statuts de MC), les règlements d'organisation et d'exploitation d'Atel Holding seront adaptés au règlement correspondant d'Atel. En outre, l'assemblée générale extraordinaire d'Atel Holding du 7 novembre 2007 a décidé une augmentation du capital-actions au minimum de CHF 133'717'460 et au maximum de CHF 199'510'050 en vue du financement de la présente Offre ainsi que la création d'un capital-actions autorisé de CHF 194'671'220.

Il est en outre prévu de réorganiser la structure actuelle du groupe Atel immédiatement après l'exécution du regroupement avec les activités d'exploitation et actifs d'EOSH (voir ci-après chiffre (5)). La direction du groupe devra se trouver à Olten. La nouvelle structure du groupe comprendra une direction unique et les quatre domaines d'activité suivants: Suisse (avec centre de décision à Lausanne), Europe (avec centre de décision à Olten), Trading (avec centre de décision à Olten) et services d'énergie (avec centre de décision à Zurich/Heidelberg); ainsi que les fonctions Management Services à Olten, Financial Services à Olten et Business Development à Neuchâtel.

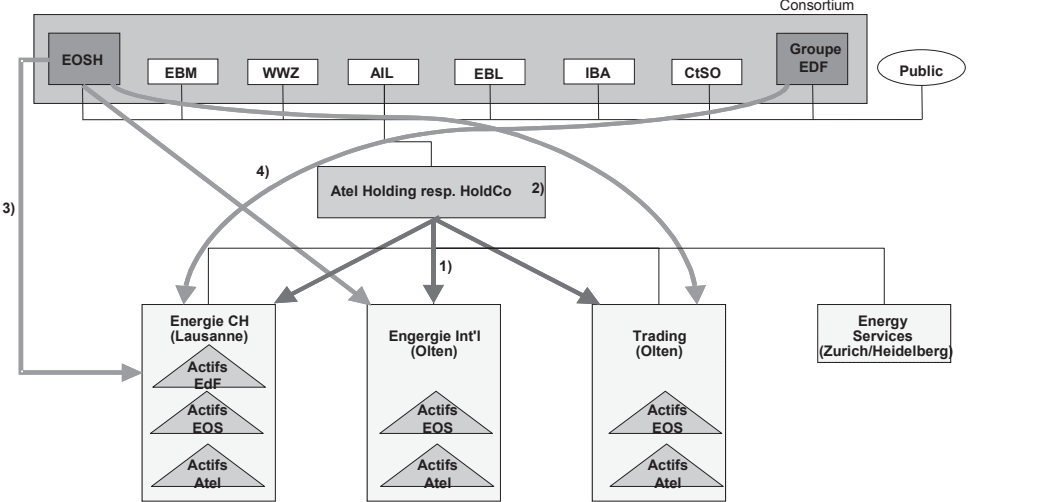
Immédiatement avant l'exécution du regroupement des activités d'exploitation et des actifs d'EOSH, la raison sociale d'Atel Holding devra, enfin, être à nouveau modifiée (Atel Holding avec une nouvelle raison sociale, ci-après **HoldCo**), et son siège sera transféré de Olten à Neuchâtel.

### (5) Regroupement avec les activités d'exploitation et les actifs d'EOSH | Apport possible des actifs suisses du Groupe EDF

En tant que dernière étape de la transaction globale, il est prévu qu'EOSH regroupe, le plus rapidement possible après l'exécution de l'Offre, toutes ses activités d'exploitation et actifs avec ceux d'HoldCo, selon les modalités fixées par la Convention de Consortium. Le regroupement devrait avoir lieu de manière optimale sur le plan politique, juridique, fiscal et opérationnel et permettrait de former un groupe d'entreprises implanté aussi bien en Romandie qu'en Suisse alémanique. En outre, les participations dans des centrales électriques suisses du Groupe EDF pourraient éventuellement être apportées à Atel Holding, resp. HoldCo, si possible en même temps que le rapprochement avec EOSH.

Selon les dispositions de la Convention de Consortium, EOSH est à la fois autorisée et tenue de procéder à la réalisation de cette étape de la transaction au plus tard jusqu'au 31 décembre 2008. Dans la Convention de Consortium, EDFI a manifesté son intention ferme de procéder aux apports prévus, et a en outre obtenu d'Atel un droit unilatéral d'y procéder qui peut être exercé jusqu'au 30 juin 2008. Les délais précités peuvent être prolongés dans certaines conditions.

En résumé, les différentes étapes de la transaction en vue de la mise en oeuvre du concept industriel se présentent comme suit:



1) Réorganisation de la structure holding

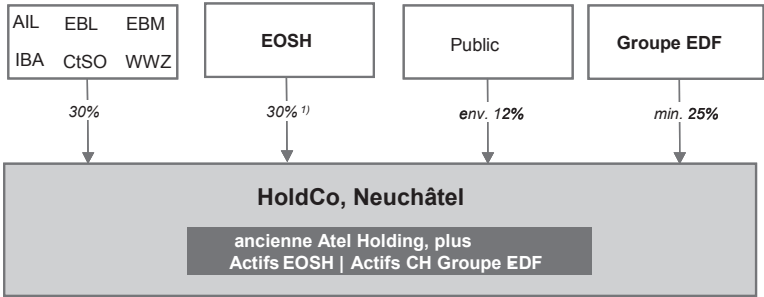
2) Changement de raison sociale de Atel Holding en HoldCo et changement de domicile à Neuchâtel

3) Transfert des activités d'exploitation et actifs (y inclus les participations) d'EOSH

4) Apport envisagé des actifs suisses du Groupe EDF à Atel Holding resp. HoldCo

Selon l'intention des parties à la Convention de Consortium, les apports des activités d'exploitation et actifs d'EOSH, resp. des actifs suisses du Groupe EDF, seront rémunérés en partie par l'émission d'actions de HoldCo et, le cas échéant, dans la mesure où les participations sous-mentionnées sont dépassées, éventuellement en espèces. Les Membres du Consortium prévoient qu'après l'exécution de tous les apports en nature mentionnés ci-dessus, EOSH ainsi que le Consortium des Minoritaires Suisses (composé de AIL, EBL, EBM, IBA, CtSO ainsi que WWZ) détiendront chacun une participation de 30% et le Groupe EDF une participation minimale de 25% dans HoldCo dont le siège se situera alors à Neuchâtel.

### Structure de l'actionariat visée après l'exécution des transactions avec EOSH et le Groupe EDF



1)A l'exclusion de 2.96% d'actions détenues par EOSH (après l'exécution de l'Offre et des éventuelles mesures visant à assurer une prise de contrôle absolue par Atel Holding de sa filiale opérationnelle Atel) qui sont soumis à la réglementation particulière, conformément à la note de bas de page 1) du tableau «Rapports de participation après l'exécution de l'Offre et mesures pour réaliser une prise de contrôle de 100% d'Atel par Atel Holding».

La Convention de Consortium détermine les conditions-cadres des apports en nature d'EOSH, resp. du Groupe EDF. En particulier, elle contient des dispositions détaillées relatives à l'évaluation des valeurs patrimoniales respectives qui seront apportées par EOSH, resp. par le Groupe EDF, ainsi que des actions de HoldCo à émettre en échange de ces apports en nature.

En outre, les apports en nature par EOSH, le cas échéant par le Groupe EDF, nécessitent dans chaque cas la conclusion préalable d'une convention de transaction contenant les dispositions usuelles pour des transactions de ce type, en particulier les conditions d'exécution réciproques, les garanties réciproques pour les défauts matériels et juridiques, les clauses d'indemnisation et les garanties de transaction réciproques. L'obligation d'apporter d'EOSH est en outre conditionnée par le fait que, selon la procédure d'évaluation mentionnées, EOSH doit, par ses apports en nature, atteindre une participation à HoldCo d'au moins 25% ; dans le cas contraire, elle peut y renoncer. Par ailleurs, EOSH peut renoncer aux apports en nature (i) dans la mesure où ils auraient, pour EOSH, un impact financier négatif important qui puisse être démontré et qui mettrait en danger l'existence d'EOSH d'un point de vue entrepreneurial (ii) ou si une exécution de la transaction fiscalement neutre s'avérerait impossible et qu'il n'était pas possible de réaliser une solution économiquement équivalente et acceptable pour HoldCo et EOSH.

Au cas où le Groupe EDF ne concrétiserait pas, en partie ou entièrement, son intention d'effectuer les apports en nature, le cas échéant n'exercerait pas son droit d'option, il aura le droit alternatif de souscrire des actions HoldCo par libération en espèces, permettant ainsi d'atteindre la participation prévue par la structure de l'actionariat visée.

## B. L'Offre

### 1. Annonce préalable

Le 8 octobre 2007 une annonce préalable de cette Offre au sens des art. 7 ss. de l'Ordonnance de la Commission des OPA (OOPA) a été publiée dans les médias électroniques. Le 10 octobre 2007, l'annonce préalable a été publiée dans la «Neue Zürcher Zeitung» et dans «L'Agefi».

### 2. Objet de l'Offre

L'Offre porte sur l'ensemble des actions nominatives d'Atel, d'une valeur nominale de 100 CHF chacune, qui, à la date de la présente Offre, ne sont pas détenues par Atel Holding.

Au 5 novembre 2007, le nombre de ces actions d'Atel soumises à l'Offre se calcule comme suit:

Actions d'Atel émises	3'036'000
moins les actions d'Atel détenues par Atel Holding	(1'792'946)
Actions d'Atel visées par l'Offre	1'243'054

Il n'existe pas de droits liés à des actions convertibles ou des droits d'acquisitions d'actions d'Atel.

### 3. Rapport d'échange

Les actionnaires d'Atel reçoivent 8.025 actions nominatives d'Atel Holding d'une valeur nominale de 20 CHF chacune par action nominative d'Atel d'une valeur nominale de 100 CHF.

Ce rapport d'échange correspond (sous réserve du split d'actions) au rapport d'échange de l'Offre Obligatoire (voir section A.I.).

Sur la base du rapport d'échange de 1 à 8.025, des fractions d'actions d'Atel Holding (fractions d'une action entière sur trois décimales) peuvent apparaître. Dans ce cas, on arrondira à la prochaine action d'Atel Holding entière inférieure par actionnaire et les fractions seront réglées en espèces par Atel Holding lors de l'exécution de l'Offre, étant précisé que le prix par action d'Atel Holding qui sera applicable sera celui correspondant au cours de clôture de bourse deux jours de bourse avant l'exécution de l'Offre (c'est-à-dire vraisemblablement le 7 janvier 2008).

### 4. Description des actions d'Atel Holding

Par décision de l'assemblée générale d'Atel Holding du 7 novembre 2007, les 511'250 actions au porteur existantes d'une valeur nominale de 500 CHF chacune ont été converties en 12'781'250 actions nominatives d'une valeur nominale de 20 CHF chacune. La décision de l'assemblée générale a été enregistrée au Registre du commerce du canton de Soleure le même jour.

Chaque action donne droit à une voix lors de l'assemblée générale d'Atel Holding. Il n'y a pas de limitation statutaire de la transmissibilité ou des droits de vote. Les détenteurs d'actions nominatives d'Atel Holding ont le droit de percevoir les dividendes décidés par l'assemblée générale d'Atel Holding en fonction de leur participation respective. En cas de liquidation, de dissolution ou d'un autre genre de distribution des actifs d'Atel Holding, ils ont droit à une part proportionnelle à leur participation dans Atel Holding, après paiement de toutes les dettes. Les statuts d'Atel Holding ne prévoient aucun droit de préemption, de rachat ou de conversion en rapport avec les actions.

Les statuts d'Atel Holding prévoient une clause dite d'«opting-out», selon laquelle les actionnaires d'Atel Holding ne profitent pas d'une offre publique d'acquisition obligatoire conformément aux art. 32 et 52 LBVM.

Les dividendes et les prestations en argent faites aux actionnaires et issues des réserves de la société (y compris les excédents de liquidation et les actions gratuites dépassant la valeur nominale) font l'objet de l'impôt anticipé fédéral. En principe, la société doit transférer l'impôt anticipé à hauteur de 35% du dividende brut à l'Administration fédérale des contributions.

L'impôt anticipé est en règle générale remboursé dans son intégralité si l'actionnaire a son domicile ou son siège en Suisse au moment de l'échéance, s'il a la jouissance des actions et qu'il déclare la prestation brute reçue dans sa déclaration d'impôt personnelle, à temps et de manière conforme (personne physique) resp. que le produit imposable est compris dans le compte de résultat (personne morale).

Les actionnaires ayant leur domicile/siège à l'étranger se verront rembourser en tout ou en partie l'impôt anticipé sur la base de la convention de double imposition entre la Suisse et l'Etat de domicile de l'actionnaire pour autant que cet actionnaire remplisse les conditions de la convention de double imposition. Dans les cas particuliers, l'obligation relative à l'impôt anticipé peut être remplie par le biais d'une annonce de la société à l'Administration fédérale des contributions. A cet effet, la société doit demander une autorisation à l'Administration fédérale des contributions afin de prétendre à cette procédure d'annonce. Les actionnaires qui remplissent les conditions de l'art. 15 de l'accord sur la fiscalité de l'épargne peuvent obtenir une dispense complète de l'impôt anticipé.

Pendant les trois dernières années, le cours des actions d'Atel Holding a évolué de la manière suivante (cours en CHF)\*:

Atel Holding	2004	2005	2006	2007**
Maximum	4'920.0	7'450.0	9'650.0	11'800.0
Minimum	2'948.0	4'781.0	5'875.0	9'270.0

Ajustés au split d'actions, les cours des actions d'Atel Holding ont évolué de la manière suivante pendant les trois dernières années (cours en CHF)\*:

Atel Holding	2004	2005	2006	2007**
Maximum	196.8	298.0	386.0	472.0
Minimum	117.9	191.2	235.0	370.8

\* Source: Bloomberg

\*\* Du 1<sup>er</sup> janvier 2007 jusqu'au 5 octobre 2007, le dernier jour de bourse précédant la publication de l'annonce préalable.

### 5. Durée de l'Offre

La durée de l'Offre débute le 12 novembre 2007 et se termine le 7 décembre 2007, 16h00 HEC.

Atel Holding se réserve le droit de prolonger la durée de l'Offre pendant maximum 40 jours de bourse. Dans ce cas, le début du délai supplémentaire ainsi que la date d'exécution seront reportés en conséquence. Une prolongation de la durée de l'Offre au-delà de 40 jours de bourse ne peut se faire qu'avec l'accord préalable de la Commission des OPA.

### 6. Délai supplémentaire

A l'issue de la durée de l'Offre, les actionnaires d'Atel auront le droit d'accepter l'Offre pendant 10 jours de bourse dès la publication du résultat intermédiaire définitif, qui aura lieu après l'échéance de la durée de l'Offre. Le délai supplémentaire devrait courir du 13 décembre 2007 au 28 décembre 2007, 16 h 00 HEC.

### 7. Conditions

L'Offre est soumise aux conditions suivantes:

- Inscription au Registre du commerce du canton de Soleure de l'augmentation de capital d'Atel Holding nécessaire à l'exécution de l'Offre.
- Délivrance par la SWX Swiss Exchange d'une autorisation de cotation des actions nominatives d'Atel Holding émises dans le cadre de l'augmentation de capital et présentées en échange, le négoce de ces actions nominatives étant autorisé au plus tard le jour de bourse suivant la date d'exécution de l'Offre.
- Aucune décision n'a été rendue par un tribunal ou une autorité empêchant, interdisant ou invalidant l'exécution de l'Offre.

Les conditions précitées sont des conditions suspensives au sens de l'art. 13 alinéa 1 l'OOPA. A l'expiration de la durée de l'Offre (éventuellement prolongée), les conditions précitées valent en tant que conditions résolutoires au sens de l'art. 13 alinéa 4 OOPA.

Atel Holding se réserve le droit de renoncer en totalité ou partiellement aux conditions précitées. Au cas où une ou plusieurs des conditions ne serait(en)t pas réalisée(s) à l'expiration de la durée de l'Offre et qu'Atel Holding n'y renoncerait pas, Atel Holding aurait le droit:

- de déclarer néanmoins que l'Offre a abouti ; dans ce cas Atel Holding peut repousser l'exécution de l'Offre de quatre mois au plus (ou d'un délai plus long qui aurait été approuvé par la commission des OPA) depuis la fin du délai supplémentaire ; à ce moment l'Offre sera échue sans aucune suite juridique, si les conditions résolutoires pendantes ne sont toujours pas réalisées ou si Atel Holding n'a pas renoncé à leur réalisation ; ou
- de déclarer que l'Offre n'a pas abouti, sans aucune suite juridique.

## C. Informations concernant l'offrant'

'Des informations complémentaires concernant l'offrant se trouvent sous section M du prospectus d'offre sous sa forme élargie de prospectus de cotation et d'émission (cf. section F).

### 1. Fondation

«Motor» Aktiengesellschaft für angewandte Elektrizität» et «Aktiengesellschaft Columbus für elektrische Unternehmungen» ont été fondées à Baden le 20 novembre 1895, respectivement le 4 juin 1913. En 1923, les deux sociétés ont fusionné en «Motor-Columbus Aktiengesellschaft für elektrische Unternehmungen», société de laquelle Motor-Columbus SA resp. l'actuelle Atel Holding SA est issue.

### 2. Raison sociale, siège et durée

(art. 1 des statuts d'Atel Holding)

Du 9 février 1921 jusqu'au 7 novembre 2007, Atel Holding a été inscrite au Registre du commerce du canton d'Argovie.

Le 7 novembre 2007 la raison sociale de Motor-Columbus AG (Motor-Columbus SA - Motor-Columbus Ltd) a été changée en Atel Holding AG (Atel Holding SA – Atel Holding Ltd) et son siège social a été déplacé de Baden à Olten; ces changements ont été inscrits au Registre du commerce du canton de Soleure le même jour. Ainsi, il existe sous la raison sociale Atel Holding AG (Atel Holding SA - Atel Holding Ltd) et sous le numéro CH-400.3.923.145-9 une société anonyme de droit suisse avec siège à Olten et à l'adresse Bahnhofquai 12, 4601 Olten.

Les actions d'Atel Holding sont cotées à la SWX Swiss Exchange.

Selon les statuts du 7 novembre 2007, la durée de la société est illimitée.

### 3. But social

(art. 2 des statuts d'Atel Holding)

Le but de la société est l'acquisition, la détention, l'administration et l'exploitation de participations dans des entreprises, notamment dans le secteur de l'énergie, en particulier de l'électricité, du gaz et de la chaleur. La société peut également acquérir, administrer, grever ou aliéner des immeubles, créer des succursales et des filiales et entreprendre toute activité qui est en relation directe ou indirecte avec le but social ou que le but social impose.

### 4. Principaux domaines d'activité

Atel Holding est une holding financière et n'exerce pas d'activité opérationnelle propre. Au 30 juin 2007, la participation d'Atel Holding dans Atel représente plus de 99% de ses actifs (selon une appréciation économique, c'est-à-dire l'évaluation de la participation dans Atel à la valeur marchande (nombre d'actions au cours de bourse)). Les autres valeurs patrimoniales d'Atel Holding consistent en des parts de sociétés financières et immobilières. Un aperçu des sociétés détenues directement et indirectement par Atel Holding est contenu dans le rapport de gestion 2006, p. 79 ss.

### 5. Structure du capital

(art. 4 des statuts d'Atel Holding)

Jusqu'au 7 novembre 2007, le capital-actions s'élevait à 255'625'000 CHF, divisé en 511'250 actions au porteur entièrement libérées d'une valeur nominale de 500 CHF chacune. Par décision de l'assemblée générale du 7 novembre 2007, les actions au porteur ont été converties en actions nominatives et les actions ont été divisées selon un rapport de 1:25 ; la décision a été inscrite au Registre de commerce du canton de Soleure le même jour. A la suite de ces mesures, le capital-actions s'élève à 255'625'000 CHF, divisé en 12'781'250 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de 20 CHF chacune.

Il n'existe pas de capital conditionnel. Il n'existe ni emprunts convertibles, ni options en circulation.

En vue de l'exécution de l'Offre, le conseil d'administration a proposé une augmentation du capital-actions d'un montant de 133'717'460 CHF au minimum et de 199'510'080 CHF au maximum, ce que l'assemblée générale d'Atel Holding a approuvé le 7 novembre 2007. Le conseil d'administration procédera immédiatement après la fin du délai supplémentaire de l'Offre à l'exécution de l'augmentation du capital-actions d'Atel Holding dans la mesure nécessaire à l'exécution de la présente Offre afin de préparer les actions nécessaires à l'exécution de la présente Offre.

En outre, le conseil d'administration a proposé la création d'un capital autorisé s'élevant à 194'671'220 CHF.

L'assemblée générale d'Atel Holding a approuvé cette proposition le 7 novembre 2007 et le conseil d'administration procédera à l'inscription du capital autorisé au Registre du commerce dans le cadre de l'exécution de l'augmentation du capital-actions. Selon l'article des statuts concernant la création d'un capital autorisé, le conseil d'administration est habilité à limiter ou à exclure le droit de souscription préférentiel des actionnaires et à l'attribuer à des tiers si les nouvelles actions doivent être utilisées (1) pour la reprise d'entreprises, de parts d'entreprises ou de participations par échange d'actions, (2) pour le financement ou le refinancement de l'acquisition d'entreprises, de parts d'entreprises



ou de participations ou (3) pour l’émission d’actions dans le cadre d’un placement international. Les actions auxquelles les droits de souscription préférentiel ont été accordés, mais qui n’ont pas été exercés, doivent être utilisées dans l’intérêt de la société. L’augmentation peut avoir lieu par prise ferme et l ou par montants partiels. Le conseil d’administration est habilité à déterminer le prix d’émission des actions et le type d’apport.

#### 6. Règles concernant l’obligation de présenter une offre (LBVM)

L’art. 23 des statuts d’Atel Holding prévoit une clause dite d’«opting-out», selon laquelle les acquéreurs d’actions d’Atel Holding ne sont pas tenus de présenter une offre publique d’acquisition conformément aux art. 32 et 52 LBVM.

#### 7. Identité des actionnaires ou groupes d’actionnaires détenant plus de 5% des droits de vote

Sur la base de la Convention de Consortium, les actionnaires suivants contrôlent en tant que groupe à la date de cette Offre, un total de 11’520’850 d’actions d’Atel Holding d’une valeur nominale de CHF 20 chacune. Ceci correspond à 90.14% du capital-actions total d’Atel Holding. Le groupe se compose comme suit:

- EDF Alpes Investissements Sàrl (37.13%)<sup>2</sup> Centrale de la Bâtiaz, case postale 391, CH-1920 Martigny, une société fille à 100% de EDFI, Tour EDF - 20 Place de la Défense, F-9205 Paris La Défense, elle-même une société fille d’Electricité de France, 22/30 Avenue de Wagram, F-75382 Paris 8
- EOS Holding, Lausanne (31.49%)<sup>3</sup> Ch. de Mornex 10, CP 570, CH-1001 Lausanne
- Un sous-consortium (Consortium des Minoritaires Suisses) composé de:
  - Aziende Industriali di Lugano SA, Lugano (4.77%) Via della Posta 8, CH-6900 Lugano
  - Elektra Baselland (EBL), Liestal (3.09%) Mühlemattstrasse 6, CH-4410 Liestal
  - Elektra Birseck (EBM), Münchenstein (6.24%) Weidenstrasse 27, CH-4142 Münchenstein
  - IBAArau AG, Aarau (0.89%) Obere Vorstadt 37, CH-5001 Aarau
  - Canton de Soleure, Soleure (4.39%) Barfüssergasse 24, CH-4509 Solothurn
  - Wasserwerke Zug, Zoug (2.05%) Chollerstrasse 24, CH-6301 Zug
- Aar et Tessin SA d’Electricité (Atel), Olten (0.08%) Bahnhofquai 12, CH-4600 Olten

<sup>2</sup> Sans EnBW, qui détient 4.89% des actions d’Atel Holding. EDFI dispose d’une participation de 46.07% dans EnBW.

<sup>3</sup> Selon la Convention de Consortium, EOSH n’est pas autorisé d’exercer les droits sociaux et de protection (en particulier les droits de vote) relatifs à 5.02% des 31.49% d’actions d’Atel Holding détenues au total par EOSH.

Les membres du groupe susmentionnés, à l’exception d’Atel, se sont engagés en leur qualité de parties à la Convention de Consortium, à apporter leurs actions nominatives Atel, soit un total de 833’131 actions, dans le cadre de l’Offre. Ils acquerront ainsi - sous réserve de l’exécution de cette Offre et de l’augmentation de capital d’Atel Holding y relative nécessaire - 6’685’873 actions nominatives supplémentaires d’Atel Holding d’une valeur nominale de CHF 20 chacune. Par ailleurs, le conseil d’administration d’Atel a décidé le 7 novembre 2007, sur la base de critères juridiques, fiscaux, comptables et financiers, d’apporter 37’855 actions propres à l’Offre et de conserver 114’444 actions propres. La participation totale en pour-cent des membres du groupe susmentionnés, dont Atel, dans Atel Holding après l’exécution de l’Offre dépend du taux de présentation à l’Offre des autres actionnaires d’Atel et oscille entre 84.76% (à supposer que toutes les actions Atel, hors les actions propres conservées par Atel, soient apportées dans le cadre de l’Offre) et 93.62% (à supposer que seuls les Membres du Consortium apportent toutes leurs actions Atel, en plus des 37’855 actions propres apportées par Atel, dans le cadre de l’Offre).

La personne responsable pour la représentation de tous les membres du groupe est:

Kurt Baumgartner,
Responsable Financial Services
Atel Holding SA,
Bahnhofquai 12, CH-4600 Olten

#### 8. Personnes agissant de concert

Les personnes suivantes agissent de concert avec Atel Holding, resp. avec les Membres du Consortium et Atel:

- Toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par Atel Holding
- EDF et toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par EDF
- EOSH et toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par EOSH
- Toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par Atel
- Le consortium des Minoritaires Suisses et toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par le consortium des Minoritaires Suisses

#### 9. Achats et ventes d’actions nominatives d’Atel

Le 8 février 2007, Atel, EDFAI, EBL, EBM, IBA et le canton de Soleure ont conclu un contrat d’échange d’actions concernant l’échange des actions de MC (désormais Atel Holding) détenues par Atel contre les actions d’Atel détenues par les autres parties. Le contrat d’échange d’actions a été exécuté le 29 juin 2007. Au total, EDFAI, EBL, EBM, IBA et le canton de Soleure ont échangé selon le contrat d’échange d’actions 114’444 actions d’Atel contre 36’000 actions d’Atel Holding. Le rapport d’échange correspondait en conséquence à 3.179 actions d’Atel par action de MC resp. 0.315 actions de MC par action d’Atel. En tenant compte du split d’actions décidé le 7 novembre 2007, cela correspondait à un rapport d’échange de 0.127 actions nominatives d’Atel pour 1 action d’Atel Holding, resp. de 1 action Atel pour 7.875 actions d’Atel Holding. Aucune compensation de fractions ou autre compensation n’a été fournie dans le cadre du contrat d’échange d’actions.

A l’exception des transactions susmentionnées, Atel Holding et les personnes agissant de concert avec elle n’ont ni acheté ni vendu des actions d’Atel pendant les douze derniers mois précédant l’annonce préalable, c’est-à-dire du 7 octobre 2006 jusqu’au 7 octobre 2007.

#### 10. Rapports annuels

Les rapports annuels 2004, 2005 et 2006, ainsi que le rapport intermédiaire au 30 juin 2007, y compris le compte de profits et pertes et le bilan, peuvent être commandés gratuitement auprès d’Atel Holding SA, Bahnhofquai 12, 4601 Olten (tél. +41 (0)62 286 75 60, fax +41 (0)62 286 76 69, e-mail: info@atel.ch) et peuvent également être consultés sur internet\*.

<sup>4</sup> http://www.motor-columbus.ch/de/info/pdf/gb\_2006\_f.pdf; http://www.motor-columbus.ch/de/info/pdf/mc\_gb\_2005\_f.pdf; http://www.motor-columbus.ch/de/info/pdf/gb\_mc\_2004\_f.pdf

Il n’y a plus eu de modifications significatives de la situation patrimoniale, financière et de rendement ni des prévisions d’exploitation depuis le dernier rapport intermédiaire au 30 juin 2007. Les transactions, telles que décrites à la section A («Contexte de l’Offre») sont réservées.

#### 11. Dividendes

Lors des cinq derniers exercices, Atel Holding a distribué les dividendes suivants pour chaque acton d’Atel Holding pour l’exercice concerné:

Année	Dividende	Equivalent post-split
2006:	CHF 120.00	CHF 4.80
2005:	CHF 80.00	CHF 3.20
2004:	CHF 50.00	CHF 2.00
2003:	CHF 45.00	CHF 1.80
2002:	CHF 40.00	CHF 1.60

Les actions nominatives d’Atel Holding obtenues en échange des actions nominatives d’Atel donnent pour la première fois droit à un dividende pour l’exercice 2007.

#### 12. Participation dans la société cible

Le capital-actions d’Atel s’élève à 303’600’000 CHF, divisé en 3’036’000 actions nominatives d’une valeur nominale de 100 CHF chacune.

La participation d’Atel Holding et des personnes agissant de concert avec elle se présente, au 1<sup>er</sup> novembre 2007, comme suit:

Propriétaire	Actions nominatives d’Atel
Nombre de titres émis	3’036’000
Atel Holding SA	1’792’946
Elektra Birseck (EBM)	396’843
Elektra Baselland (EBL)	210’139
Canton de Soleure	133’319
IBAArau AG	58’661
Aar et Tessin SA d’Electricité (Atel)	152’299
EDF Alpes Investissements Sàrl	34’159
EOS Holding	10
Autres titres	257’624

Atel Holding et les personnes agissant de concert avec elle détiennent ainsi 91.51% du capital-actions et 91.51% des droits de vote d’Atel. Au 1<sup>er</sup> novembre 2007, ils ne détiennent aucun droit d’option ou de conversion conférant le droit d’acquérir des titres de participation dans Atel.

### D. Financement

A l’issue de la publication du résultat final définitif, les actions nominatives d’Atel Holding nécessaires à l’exécution de l’Offre seront immédiatement émises dans le cadre de l’augmentation de capital que l’assemblée générale extraordinaire d’Atel Holding a décidée le 7 novembre 2007. Le conseil d’administration d’Atel Holding a pris toutes les mesures nécessaires à cet égard. Le paiement en espèces des éventuelles fractions surnuméraires d’actions d’Atel Holding sera effectué par Atel Holding.

### E. Informations sur la société cible

#### 1. Raison sociale, siège et durée

Aar et Tessin SA d’Electricité (Atel) est une société anonyme ayant son siège à Olten. Ses actions sont cotées à la SWX Swiss Exchange. La durée de la société est illimitée.

#### 2. Activité

Atel est une entreprise énergétique active en Europe avec des compétences principales dans le domaine de la produc-

tion d’électricité, du commerce de l’électricité et des services en matière d’énergie. Atel dispose de sites de production importants en Suisse et à l’étranger ainsi que de réseaux propres.

#### 3. Intentions d’Atel Holding et du Consortium concernant Atel

Du point de vue économique, il est envisagé de transformer le groupe Atel Holding/Atel actuel en une structure holding simplifiée et de regrouper cette dernière avec les activités d’exploitation et actifs d’EOSH ainsi que, le cas échéant, les actifs suisses du Groupe EDF.

Du point de vue transactionnel, ce but économique final sera atteint par le biais de la présente Offre qui vise à ce que tous les actionnaires d’Atel parviennent au niveau d’Atel Holding. Atel Holding a l’intention de décoter les actions d’Atel de la SWX Swiss Exchange après l’exécution de l’Offre. Atel Holding a l’intention, si elle détient plus de 98% des droits de vote d’Atel, de demander l’annulation des actions Atel restantes conformément à l’art. 33 LBVM. Atel Holding a l’intention, si elle devait détenir moins de 98%, mais au moins 90% des droits de vote d’Atel, de fusionner Atel avec une société contrôlée par Atel Holding auquel cas les actionnaires minoritaires restants d’Atel recevraient un dédommagement autre que des parts sociales de l’entité reprenante (probablement des actions d’Atel Holding et, dans la mesure nécessaire en cas de fractions, en espèces). Atel Holding précise qu’il n’est pas assuré que la valeur d’un tel dédommagement en cas de fusion selon la loi sur la fusion soit déterminée d’une manière correspondante au rapport d’échange prévu dans cette Offre.

Suite à la mise en œuvre de cette structure holding simplifiée, Atel continuera à exister en tant que société fille d’Atel Holding et sera sujette à des restructurations additionnelles dans le cadre de la réorganisation du groupe Atel. Pour plus de détails concernant la réorganisation et la réalisation du concept industriel, il est renvoyé à la section A « Contexte de l’Offre».

La direction d’Atel Holding est composée des mêmes personnes que la direction d’Atel. Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, il est prévu de créer un nouveau domaine d’activité Trading & Services. En outre, il n’est pas prévu de changer la direction. Après l’exécution de l’Offre, le Corporate Center d’Atel devrait être élevé au niveau d’Atel Holding dans le cadre de la réorganisation du groupe Atel, auquel cas les relations de travail seront poursuivies à des conditions inchangées. La structure juridique exacte pour le déplacement du Corporate Center au niveau d’Atel Holding n’a pas encore été déterminée.

#### 4. Capital-actions

Atel dispose au 1<sup>er</sup> novembre 2007 d’un capital-actions entièrement libéré de 303’600’000 CHF, divisé en 3’036’000 actions nominatives d’une valeur nominale de 100 CHF chacune. A teneur de l’art. 3a des statuts d’Atel, le conseil d’administration était autorisé à augmenter le capital-actions jusqu’au 23 avril 2005 d’un montant maximum de 30’360’000 CHF par l’émission de maximum 303’600 actions nominatives d’une valeur nominale de 100 CHF chacune, devant être entièrement libérées. Cette autorisation a expiré le 23 avril 2005. Il n’existe pas de droits liés à des actions convertibles ni de droits d’acquisition.

#### 5. Accords entre Atel Holding et les personnes agissant de concert avec elle d’une part, et la société cible, ses organes et actionnaires, d’autre part

En leur qualité de parties à la Convention de Consortium, les Membres du Consortium se sont engagés à présenter leurs actions nominatives d’Atel, c’est-à-dire au total 833’131 actions d’Atel, à Atel Holding dans le cadre de la pré-sente Offre.

Concernant les actions propres détenues par Atel, les Membres du Consortium et Atel en leur qualité de parties à la Convention de Consortium se sont engagés à ce que le conseil d’administration d’Atel détermine sur la base de critères juridiques, fiscaux, comptables et financiers, si et dans quelle mesure les actions propres d’Atel doivent être apportées dans le cadre de l’Offre. Sur la base des critères précités, le conseil d’administration d’Atel a décidé le 7 novembre 2007 d’apporter 37’855 actions propres dans le cadre de l’Offre et de conserver 114’444 actions propres.

Les participations respectives des parties susmentionnées sont exposées à la section C.12 du Prospectus d’Offre.

Dans le cadre de son activité opérationnelle, Atel entretient des relations contractuelles avec le Groupe EDF, EOSH et des sociétés affiliées, EBM, EBL, IBA, WWZ et AIL. En outre, il existe un accord avec le Canton de Soleure concernant le domicile fiscal d’Atel. Mis à part les contrats précités, la Convention de Consortium, les Contrats d’Achat d’Actions, le contrat d’échange d’actions et les mandats et contrats de travail respectifs avec des représentants des Membres du Consortium dans le conseil d’administration d’Atel, il n’existe pas d’autres accords entre Atel, ses organes ou actionnaires et Atel Holding ou les personnes agissant de concert avec Atel Holding.

#### 6. Informations confidentielles

Atel Holding confirme que ni elle, ni les personnes agissant de concert avec elle n’ont reçu, directement ou indirectement, des informations confidentielles concernant la société qui puissent avoir une influence déterminante sur la décision des récipiendaires de cette Offre de la part d’Atel.

### F. Publication

Le Prospectus d’Offre de même que toutes les autres publications relatives à cette Offre seront publiés en langue allemande dans la «Neue Zürcher Zeitung» et en français dans «L’Agefi». Ils seront également transmis à Telekurs, Bloomberg et Reuters pour publication. Le Prospectus d’Offre (dans sa forme élargie pour servir de prospectus d’émission et de cotation) peut être commandé gratuitement en allemand et en français auprès de UBS SA, Zurich, par tél. +41 (0)44 239 47 03, fax +41 (0)44 239 21 11 ou e-mail: swiss-prospectus@ubs.com.

### G. Rapport du conseil d’administration d’Atel selon l’art. 29 al. 1 LBVM

Conformément à l’art. 29 al. 1 LBVM et aux art. 29 à 32 OOPA, le conseil d’administration d’Aar et Tessin SA d’Electricité (Atel), Olten (Atel), prend position comme suit en ce qui concerne l’offre publique d’échange (l’**Offre d’Atel Holding**) d’Atel Holding SA (**Atel Holding**) portant sur toutes les actions nominatives d’Atel:

#### 1. Prise de position

Le conseil d’administration d’Atel a minutieusement examiné l’offre d’Atel Holding décrite dans le présent Prospectus d’Offre. Lors de sa séance du 5 octobre 2007, il a décidé de recommander aux actionnaires d’Atel d’accepter l’offre d’Atel Holding.

Ces recommandations reposent sur les considérations suivantes: le conseil d’administration soutient entièrement le concept industriel selon lequel l’actuel groupe Atel/MC doit être transformé en leader dans le domaine de l’énergie en Suisse occidentale avec une orientation et une dimension européennes (le **Concept Industriel** ; cf. section A – « Contexte de l’Offre»). A la différence de l’Offre Obligatoire du 28 mars 2006, dans le cadre de laquelle Motor-Columbus AG (**MC**, qui entre-temps s’est transformée en Atel Holding SA) a proposé aux actionnaires d’Atel d’échanger leurs actions Atel contre des actions MC, la présente Offre d’Atel Holding est une étape nécessaire à la réalisation du Concept Industriel. La principale différence avec l’Offre Obligatoire susmentionnée est la suivante:

- Dans la structure transactionnelle sous-jacente à l’Offre Obligatoire, l’actionnariat d’Atel Holding et l’actionnariat d’Atel devaient être regroupés au niveau d’Atel à la suite de la fusion de l’ancienne MC dans Atel. Par sa recommandation de rejet de l’Offre Obligatoire, le conseil d’administration voulait alors éviter les inconvénients liés à l’échange, dans le cadre de la fusion, d’actions MC contre les actions Atel visées par l’Offre Obligatoire.
- Dans la structure transactionnelle sous-jacente à la présente Offre, Atel Holding – et non Atel – devra désormais agir en tant que future société holding et société-mère du groupe Atel. Pour atteindre cet objectif, le conseil d’administration d’Atel considère qu’il est donc souhaitable et nécessaire que les actionnaires actuels d’Atel acceptent l’Offre afin de les regrouper au niveau d’Atel Holding.

Dans la mesure où le conseil d’administration se trouve potentiellement dans une situation de conflit d’intérêts sous l’angle du droit des offres publiques (cf. section G.3), et afin de sauvegarder les intérêts des actionnaires minoritaires d’Atel, il a mandaté PricewaterhouseCoopers AG (**PWC**) pour établir une Fairness Opinion visant à vérifier le caractère approprié et équitable du rapport d’échange. Dans sa Fairness Opinion, PWC est arrivée à la conclusion que le rapport d’échange proposé par Atel Holding de 8.025 actions nominatives d’Atel Holding pour une action nominative d’Atel, avec indemnisation en espèce des fractions surnuméraires, est équitable et approprié (cf. section H).

#### 2. Motivation

La présente Offre d’Atel Holding représente une étape de transaction essentielle dans le cadre de la transaction économique globale (cf. section A – «Contexte de l’Offre »), au moyen duquel le Concept Industriel sera réalisé.

A l’époque, les Membres du Consortium et Atel ont acheté à l’UBS une participation d’au total 55.6% dans l’ancienne Motor-Columbus SA (qui a été transformée depuis en Atel Holding SA). Cette acquisition de participation représente aujourd’hui encore la situation de départ pour la réalisation du Concept Industriel, en vertu duquel une société leader dans le domaine de l’énergie doit être créée à partir de l’actuel groupe Atel, des activités d’exploitation et des actifs d’EOSH ainsi que, le cas échéant, des actifs suisses du Groupe EDF.

Cette société, resp. le groupe contrôlé par elle, devra constituer un groupe fort, homogène et entreprenant dans le domaine de l’énergie, actif dans toute l’Europe, mettant l’accent sur la production, le transport, la distribution, l’approvisionnement, le commerce et les services. Le groupe devra former une plate-forme d’économie d’énergie pour des sociétés d’approvisionnement. En outre, le groupe doit être développé en tant qu’entreprise indépendante, obtenant et augmentant durablement sa valeur dans l’intérêt de ses stakeholders (actionnaires, collaborateurs, clients et créanciers).

Ce groupe énergétique doit rester une entreprise focalisée sur l’Europe, entre autres sur la Suisse, l’Italie et la France. A des fins d’obtention de capitaux pour le développement futur du groupe, la cotation d’Atel Holding à la SWX Swiss Exchange doit être maintenue.

Le conseil d’adminISTRATION d’Atel a analysé les perspectives d’Atel à court et à long terme et a réexaminé le Concept Industriel en fonction de ces dernières. Sur la base de cette analyse, le conseil d’administration est arrivé à la conclusion que le Concept Industriel prévu représente une solution durable et industrielle sensée. Pour ce motif, le conseil d’administration d’Atel soutient entièrement le Concept Industriel.

Dans le cadre de la réalisation de la transaction globale, Atel Holding a soumis aux actionnaires d’Atel la présente Offre. Pour les motifs exposés ci-dessous, le conseil d’administration a recommandé sans réserve l’acceptation de l’Offre d’Atel Holding:

– La présente Offre d’Atel Holding est une étape de transaction essentielle à la réalisation du Concept Industriel, que le conseil d’administration d’Atel considère comme une solution durable et sensée pour le groupe Atel tout entier.

– Dans la structure transactionnelle sous-jacente à l’Offre d’Atel Holding, Atel Holding – et non Atel, comme c’était le cas dans l’Offre Obligatoire de MC du 28 mars 2006, dans laquelle MC aurait été fusionnée – doit agir en tant que future société holding et société mère du groupe Atel. Il est donc indispensable à la réalisation de la structure juridique visée pour le groupe que les actionnaires d’Atel actuels acceptent l’Offre afin de rassembler l’actionnariat d’Atel Holding et l’actionnariat d’Atel au même niveau – à savoir le niveau d’Atel Holding. Une structure de holding homogène est, pour des motifs de Corporate Governance, clairement préférable à l’ancienne structure double, avec deux sociétés cotées en bourse.

– Les Membres du Consortium et les actionnaires principaux d’Atel se rallient entièrement aux considérations du conseil d’administration d’Atel. Les Membres du Consortium se sont ainsi engagés dans un avenant à la Convention de Consortium d’apporter leurs actions Atel dans le cadre de l’Offre à Atel Holding. Les Membres du Consortium détiennent au total 27.44% des actions Atel. En outre, Atel détient 5.02% d’actions propres. Atel Holding détiendra donc après l’exécution – en tenant compte des actions propres conservées par Atel (voir aussi sections C.7 et E.5) - dans tous les cas plus de 90% des droits de vote d’Atel.

#### 3. Conflits d’intérêts potentiels

Le conseil d’administration se compose comme suit:

- Dr Rainer Schaub (président);
- Christian Wanner (vice-président, représentant du canton de Soleure);



- Pierre Aumont (membre, organe d’EDFAI (Groupe EDF));
- Marc Boudier (membre, représentant du Groupe EDF);
- Dr Hans Büttiker (membre, représentant d’Elektra Birseck (EBM));
- Dr Dominique Dreyer (membre, organe d’EOSH);
- Dr Marcel Guignard (membre, organe d’IBAarau AG);
- Philippe V. Huet (membre, représentant du Groupe EDF);
- Hans E. Schweickardt (membre, organe d’EOSH);
- Dr Alex Stebler (membre, représentant d’Elektra Birseck (EBM));
- Urs Steiner (membre, représentant d’Elektra Baselland (EBL)); et
- Dr Giuliano Zuccoli (membre, représentant d’AEM S.p.A.).

En rapport avec des éventuels conflits d’intérêts de la direction, voir chiffre 4(b) ci-dessous.

Tous les membres du conseil d’administration siègent simultanément dans les conseils d’administration d’Atel et d’Atel Holding, soit l’Offrante dans la présente Offre. En outre, tous les administrateurs – à l’exception du Dr Rainer Schaub et du Dr Giuliano Zuccoli - sont les représentants ou dirigeants de Membres du Consortium, qui contrôlent directement ou indirectement l’Offrante dans la présente Offre, Atel Holding, et sont des parties agissant de concert avec elle.

C’est ainsi que les membres du conseil d’administration d’Atel se trouvent dans une situation de conflit d’intérêt potentiel du point de vue du droit des offres publiques d’achat. En cas de conflit d’intérêt potentiel, le conseil d’administration doit prendre des mesures adéquates pour assurer l’objectivité de sa prise de décision et pour éviter que le conflit d’intérêt ne porte préjudice aux destinataires de l’Offre.

Afin de prévenir ce conflit d’intérêt potentiel et d’assurer l’objectivité de sa prise de position relative à l’Offre d’Atel Holding, le conseil d’administration d’Atel a mandaté PWC comme expert indépendant pour établir une Fairness Opinion, qui confirme le caractère approprié de l’aspect financier de l’Offre d’Atel Holding.

#### 4. Accords contractuels avec les membres du conseil d’administration ou la direction du groupe

##### a) Conseil d’administration

A l’exception des contrats de travail et des mandats conclus par les membres individuels du conseil d’administration d’Atel avec les sociétés, en leur qualité de représentants ou d’organes dirigeants de ces dernières (cf. supra section G.3.), il n’existe pas d’accords contractuels ou autres liens entre les membres du conseil d’administration d’Atel et l’Offrante, ou avec des personnes agissant de concert avec elle.

Aucune prestation n’est accordée en relation avec l’Offre aux membres anciens ou actuels du conseil d’administration d’Atel.

La composition du conseil d’administration demeurera vraisemblablement inchangée jusqu’à la réalisation du rapprochement tel que décrit sous section A.II(4), mais au plus tard jusqu’à l’assemblée générale ordinaire de l’année 2009.

##### b) Direction du groupe

La direction du groupe se compose comme suit:

- Giovanni Leonardi, Chief Executive Officer
- Kurt Baumgartner, Directeur Financial Services
- Reinhold Frank, Directeur Energie Europe du Nord et de l’Est
- Herbert Niklaus, Directeur Energie Suisse / Directeur Service Energie
- Heinz Saner, Directeur Management Services
- Antonio Matteo Taormina, Directeur Energie Europe du Sud et de l’Ouest

Il n’y a pas d’accords entre Atel Holding et des personnes agissant de concert avec elle. La direction d’Atel Holding est composée des mêmes personnes que la direction d’Atel. Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, il est prévu de créer un nouveau domaine d’activité Trading & Services. En outre, il est prévu d’élever le Corporate Center d’Atel au niveau d’Atel Holding, après l’exécution de l’Offre, dans le cadre de la réorganisation du groupe Atel, auquel cas les relations de travail seront poursuivies à des conditions inchangées. La structure juridique exacte pour le déplacement du Corporate Center au niveau d’Atel Holding n’a pas encore été déterminée.

Aucune prestation ne sera faite en faveur de membres anciens ou actuels de la direction en rapport avec la présente Offre.

#### 5. Intentions des actionnaires qui détiennent 5% ou plus des droits de vote d’Atel

Les Membres du Consortium, qui détiennent ensemble 27,44% des actions d’Atel, se sont engagés, en leur qualité de parties à la Convention de Consortium, d’apporter leurs actions d’Atel à Atel Holding dans le cadre de l’Offre d’Atel Holding. En outre, Atel apportera 37’855 actions propres à l’Offre (cf. sections C.7 et E.5 ci-dessus).

A l’exception des Membres du Consortium, le conseil d’administration n’a pas connaissance des intentions des actionnaires, qui détiennent 5% ou plus des droits de vote d’Atel, quant à leur acceptation ou non de l’Offre d’Atel Holding. En particulier, le conseil d’administration n’a pas reçu de communication officielle d’AEM S.p.A. sur la question de savoir si AEM S.p.A. acceptera ou non l’Offre d’Atel Holding.

#### 6. Rapports intermédiaires et modifications intervenues

Depuis la publication du rapport mi-annuel consolidé (non révisé) d’Atel au 30 juin 2007, qui est accessible sur le site web d’Atel sous [www.atel.ch](http://www.atel.ch) et qui peut être obtenu gratuitement auprès d’Aar et Tessin SA d’Electricité (Atel), Bahnhofquai 12, 4601 Olten, tél. 062 286 71 11, fax 062 286 73 73, e-mail: [info@atel.ch](mailto:info@atel.ch), et le résultat de 3<sup>me</sup> trimestre 2007, qui est accessible sur le même site web d’Atel, il n’y a pas eu, à la connaissance du conseil d’administration d’Atel, de modification importante de la situation patrimoniale, financière et de rentabilité et des perspectives d’exploitation d’Atel. Demeurent réservées les transactions qui sont décrites à la section A – «Contexte de l’Offre».

Olten, le 7 novembre 2007

### H. Fairness Opinion

La Fairness Opinion établie par PricewaterhouseCoopers SA pour le conseil d’administration d’Atel, dans laquelle le caractère approprié et équitable de l’Offre sur le plan financier est confirmé, par rapport à tous les aspects pertinents, peut être obtenue gratuitement auprès d’Aar et Tessin SA d’Electricité (Atel), Bahnhofquai 12, 4601 Olten, tél. 062 286 71 11, fax 062 286 73 73, e-mail: [info@atel.ch](mailto:info@atel.ch), et peut être consultée à l’adresse suivante: [www.atel.eu/offre\\_publique/fairness-opinion](http://www.atel.eu/offre_publique/fairness-opinion).

### I. Rapport de l’organe de contrôle au sens de l’art. 25 LBVM

En notre qualité d’organe de contrôle reconnu pour la vérification d’offres publiques d’acquisition au sens de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières («LBVM»), nous avons vérifié le Prospectus d’Offre. Le rapport du conseil d’administration de la société cible, la Fairness Opinion de PWC du 8 novembre 2007 et les sections M «Informations complémentaires concernant Atel Holding» et O «Extrait du rapport annuel d’Atel Holding» du prospectus d’Offre dans sa forme élargie du prospectus de cotation et d’émission (cf. section F) n’ont pas fait l’objet de notre vérification.

La responsabilité pour l’établissement du Prospectus d’Offre incombe à l’offrant alors que notre mission consiste à vérifier ce document et à émettre une appréciation le concernant.

Notre vérification a été effectuée en nous appuyant sur les standards d’audit suisse. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification du Prospectus d’Offre d’une telle manière que son exhaustivité formelle selon la LBVM et ses ordonnances soit constatée et que des anomalies significatives puissent être raisonnablement détectées. Nous avons contrôlé les informations contenues dans le prospectus d’offre par le biais d’analyses et de recherches, en partie sur la base de contrôles aléatoires. En outre, nous avons vérifié la conformité du prospectus d’offre avec la LBVM et ses ordonnances. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour asseoir notre opinion.

Selon notre appréciation:

- Le Prospectus d’Offre est conforme à la LBVM et ses ordonnances ;
- Le Prospectus d’Offre est exhaustif et exact ;
- Les destinataires de l’Offre sont traités sur un pied d’égalité ;
- Le financement de l’Offre est assuré et les moyens nécessaires seront disponibles à la date de l’exécution; de plus, l’offrant a pris toutes les mesures nécessaires afin d’assurer que toutes les actions d’Atel Holding offertes seront à disposition à la date d’exécution de l’Offre ;
- Les règles sur les effets de l’annonce préalable ont été respectées.

Zurich, 9 novembre 2007

Banque Vontobel SA

### J. Recommandation de la Commission des OPA (COPA)

L’Offre d’Atel Holding ainsi que le rapport du conseil d’administration d’Atel ont été soumis avant publication. Par recommandation du 8 novembre 2007, la COPA a considéré que:

- L’Offre d’Atel Holding est conforme à la LBVM du 24 mars 1995 ;
- La COPA accorde la dérogation suivante (article 4 OOPA): dispense du délai de carence (article 14 alinéa 2 OOPA) ;
- La COPA consent aux conditions résolutaires (art. 13 al. 4 OOPA).

### K. Exécution de l’Offre

#### 1. Organes de publication

Ce Prospectus d’Offre de même que toutes les autres publications relatives à cette Offre seront publiés comme suit : «Neue Zürcher Zeitung», «L’Agefi». Ils seront également transmis à Telekurs, Bloomberg et Reuters.

Le Prospectus d’Offre (en forme élargie pour servir de prospectus d’émission et de cotation) peut être commandé gratuitement en allemand et en français auprès de UBS SA, Zurich, par téléphone +41 (0)44 239 47 03, fax +41 (0)44 239 21 11 ou e-mail: [swiss-prospectus@ubs.com](mailto:swiss-prospectus@ubs.com).

#### 2. Information l’Acceptation

*Détenteurs d’un compte de dépôt:*

Les actionnaires d’Atel seront informés de l’Offre par leur banque dépositaire. Les actionnaires désirant accepter l’Offre sont priés de se conformer aux instructions de la banque dépositaire.

*Personnes conservant leurs titres à domicile ou dans un coffre bancaire:*

Le formulaire «Déclaration d’acceptation et de cession» sera envoyé aux actionnaires qui conservent leurs actions nominatives à domicile ou dans un coffre bancaire à l’adresse indiquée à Atel. Ce formulaire dûment complété et signé doit être remis directement au registre des actions d’Atel, ShareCommService AG, Europastrasse 29, 8152 Glattpburgg, accompagné du/des certificat(s) d’actions non annulé(s), au plus tard le 7 décembre 2007 resp. le 28 décembre 2007, 16h00 HEC (délivré).

#### 3. Banque chargée de l’Offre

UBS SA, agissant par son groupe d’affaires UBS Investment Bank.

#### 4. Adresse pour acceptation et échange

UBS SA, étant entendu que ShareCommService AG est l’agent d’acceptation pour les personnes conservant leurs actions à domicile ou dans un coffre bancaire.

#### 5. Apport en nature et blocage des actions

Les actions nominatives d’Atel présentées et déposées afin d’être échangées pendant la durée de l’Offre, respectivement pendant le délai supplémentaire, seront détenues à titre fiduciaire par BDO Visura, Zurich, et feront l’objet d’une remise effective globale à Atel Holding à l’issue du délai supplémentaire. Dès la présentation et jusqu’à l’exécution des augmentations du capital / de l’échange avec des actions nominatives d’Atel Holding, les actions nominatives d’Atel seront irrévocablement bloquées.

En acceptant cette Offre, l’actionnaire d’Atel qui présente ses titres accepte que dans le cadre de l’augmentation du capital au moyen d’apports en nature BDO Visura, Zurich, effectue l’apport en nature tout en agissant en son propre nom et pour le compte des actionnaires d’Atel qui proposent leurs titres.

#### 6. Titrisation

Les actions nominatives d’Atel Holding sont en principe soumises à une gestion purement comptable par SIS SegalnterSettle AG et l’impression effective n’aura lieu qu’à la demande expresse des actionnaires (impression différée).

#### 7. Exécution de l’Offre et échange l paiement en espèces en cas de fractions

Les actions d’Atel Holding nouvellement créées devraient être remises aux actionnaires d’Atel le 9 janvier 2008. Le paiement en espèces des fractions surnuméraires d’actions d’Atel Holding devrait avoir lieu le 10 janvier 2008. Une prolongation de la durée de l’Offre selon la section B.6 «Durée de l’Offre» est réservée.

*Détenteurs d’un compte de dépôt:*

Vraisemblablement au 7 janvier 2008, les actions nominatives d’Atel présentées à l’Offre seront débitées du dépôt des actionnaires qui conservent leurs actions nominatives d’Atel dans un dépôt ouvert auprès d’une banque, contre enregistrement d’une valeur (numéro de valeur: 3.522.435, ISIN: CH0035224358) découlant du droit de ces actionnaires à prétendre au nombre correspondant d’actions nominatives d’Atel Holding. Selon toute vraisemblance le 9 janvier 2008, ces actionnaires recevront automatiquement le nombre correspondant d’actions nominatives d’Atel Holding et vraisemblablement le 10 janvier 2008 le crédit pour la compensation en espèces des fractions surnuméraires des actions nominatives d’Atel Holding par la banque dépositaire. La valeur en question sera débitée du dépôt vraisemblablement le 9 janvier 2008. En ce qui concerne l’inscription des actions nominatives d’Atel Holding, les actionnaires sont priés d’agir selon les instructions de la banque dépositaire.

*Personnes conservant leurs titres à domicile ou dans un coffre bancaire:*

Vraisemblablement le 9 janvier 2008, la délivrance des actions nominatives d’Atel Holding aura lieu selon les instructions données au registre des actions (ShareCommService AG, Europastrasse 29, 8152 Glattpburgg) sur le formulaire «Déclaration d’acceptation et de cession». En ce qui concerne l’inscription des actions nominatives d’Atel Holding, les actionnaires sont priés de suivre les instructions du registre des actions. Vraisemblablement le 10 janvier 2008, le paiement en espèces des éventuelles fractions supplémentaires d’actions nominatives d’Atel Holding aura lieu.

#### 8. Réglementation relative aux frais

L’échange des actions nominatives d’Atel déposées auprès d’une banque en Suisse sera effectué franc de frais et d’émoluments pendant la durée de l’Offre et du délai supplémentaire. Une éventuelle taxe sur le chiffre d’affaires perçue par la SWX Swiss Exchange (y compris la taxe additionnelle CFB) est prise en charge par Atel Holding.

Selon l’avis préalable de l’Administration fédérale des contributions du 31 octobre 2007, aucun droit de timbre de négociation ne sera perçu.

#### 9. Aspects fiscaux

Il est conseillé à tous les actionnaires et aux ayant-droits économiques de soumettre les conséquences fiscales en Suisse et, le cas échéant à l’étranger, résultant de la présentation de leurs actions dans le cadre de cette Offre, ainsi que dans le cadre d’une annulation de titres selon l’article 33 LBVM ou d’une fusion avec squeeze-out selon la loi sur la fusion, à l’examen de leur propre conseiller fiscal (en particulier en ce qui concerne la problématique du commerce professionnel de titres et de la liquidation partielle indirecte).

##### 9.1 Dans le cadre de l’Offre

*Impôt sur le revenu et impôt sur le bénéfice*

Selon l’avis préalable de l’Administration fédérale des contributions du 31 octobre 2007 (concernant l’impôt fédéral direct) les conséquences fiscales pour les actionnaires présentant leurs actions et étant soumis à l’impôt uniquement en Suisse seraient en général les suivantes:

– Pour les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune privée et qui les proposent dans le cadre de l’Offre, l’échange d’actions est en principe neutre d’un point de vue fiscal. Selon les principes fiscaux généraux, déterminants pour l’impôt sur le revenu en Suisse, l’accroissement des valeurs nominales et le paiement en espèces de fractions surnuméraires conformément à la section B.3 («Rapport d’échange») sont considérés constituer un produit de la vente exonérée de l’impôt.

– Les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune commerciale et qui les proposent dans le cadre de l’Offre réalisent - conformément aux principes fiscaux généraux, déterminants pour l’impôt sur le revenu, resp. l’impôt sur le bénéfice en Suisse - en ce qui concerne le paiement en espèces en échange de fractions surnuméraires selon la section B.3 («Rapport d’échange») de cette Offre, un revenu imposable. Les réserves latentes sont par contre exonérées de l’impôt en cas d’échange de droits de participation à l’occasion de restructurations, pour autant que l’assujettissement à l’impôt en Suisse subsiste et que les valeurs jusqu’alors déterminantes pour l’impôt sur le revenu et l’impôt sur le bénéfice soient reprises.

*Impôt anticipé*

Selon l’avis préalable de l’Administration fédérale des contributions du 31 octobre 2007, la proposition des actions dans le cadre de cette Offre ne donne pas lieu au prélèvement de l’impôt anticipé.

##### 9.2 Dans le cadre d’une éventuelle annulation d’actions selon l’art. 33 LBVM ou une fusion

*Impôt sur le revenu et impôt sur le bénéfice*

Selon l’avis préalable de l’Administration fédérale des contributions du 31 octobre 2007 (concernant l’impôt fédéral direct) les conséquences fiscales pour les actionnaires étant soumis à l’impôt uniquement en Suisse seraient en général les suivantes:

– Pour les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune privée, les échanges d’actions dans le cadre d’une annulation de titres selon l’article 33 LBVM ou d’une fusion avec squeeze-out selon la loi sur la fusion est en principe fiscalement neutre. Selon les principes fiscaux généraux, déterminants pour l’impôt sur le revenu en Suisse, l’accroissement des valeurs nominales et le paiement en espèces de fractions surnuméraires sont considérés constituer un produit de la vente exonéré de l’impôt.

– Les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune commerciale réalisent - conformément aux principes fiscaux généraux, déterminants pour l’impôt sur le revenu, resp. l’impôt sur le bénéfice en Suisse - en ce qui concerne le paiement en espèces en échange de fractions surnuméraires un gain qui est soumis à l’impôt. Les réserves latentes sont par contre exonérées de l’impôt en cas d’échange de droits de participation à l’occasion d’une restructuration pour autant que l’assujettissement à l’impôt en Suisse subsiste et que les valeurs jusqu’alors déterminantes pour l’impôt sur le revenu et l’impôt sur le bénéfice soient reprises.

*Impôt anticipé*

Selon l’avis préalable de l’Administration fédérale des contributions du 31 octobre 2007, les échanges d’actions dans le cadre d’une annulation de titres selon l’article 33 LBVM ou d’une fusion avec squeeze-out selon la loi sur la fusion ne donnent pas lieu au prélèvement de l’impôt anticipé.

#### 10. Droit applicable l for

L’Offre et tous les droits et obligations en découlant ou s’y rapportant sont soumis au **droit suisse**. Le for judiciaire exclusif pour tous les litiges résultant ou en relation avec l’offre est à **Zurich 1**.

### L. Calendrier indicatif

Publication de l’annonce préalable dans les médias électroniques	08 octobre 2007
Publication de l’annonce préalable dans la presse	10 octobre 2007
Assemblée générale extraordinaire d’Atel Holding	07 novembre 2007
Cotation des actions nominatives divisées et converties d’Atel Holding / Publication de l’annonce de cotation	09 novembre 2007
Publication du Prospectus d’Offre	12 novembre 2007
Début de la durée de l’Offre et cotation des actions d’Atel Holding divisées	12 novembre 2007
Fin de la durée de l’Offre *	07 décembre 2007
Publication du résultat intermédiaire provisoire *	10 décembre 2007
Publication du résultat intermédiaire définitif*	13 décembre 2007
Début du délai supplémentaire *	13 décembre 2007
Fin du délai supplémentaire *	28 décembre 2007
Publication du résultat final provisoire*	31 décembre 2007
Publication du résultat final définitif *	07 janvier 2008
Augmentation du capital*	08 janvier 2008
Exécution de l’Offre et échange *	09 janvier 2008
Premier jour de négoce des nouvelles actions d’Atel Holding à la SWX Swiss Exchange*	09 janvier 2008
Paiement des fractions surnuméraires*	10 janvier 2008

\* Atel Holding se réserve le droit de prolonger une ou plusieurs fois la durée de l’Offre selon les dispositions de la section B.6 «Durée de l’Offre» et/ou de repousser l’exécution de l’Offre. Les dates subséquentes seraient modifiées en conséquence.

	Numéro de valeur	ISIN	Symbole ticker
Aar et Tessin SA d’Electricité (Atel), Olten actions nominatives d’une valeur nominale de 100 CHF chacune	136 330	CH0001363305	AT-N
Atel Holding SA, Olten actions nominatives d’une valeur nominale de 20 CHF chacune	3 438 970	CH0034389707	ATHN

**Conseiller financier et banque chargée de l’Offre:**  
**UBS SA**